



Dans notre numéro en date du 11 mars dernier, dans le sillage de l'affaire Euro-Loan, nous avons dressé un tableau de l'*'inner circle'* de l'ancien ministre des Finances Vishnu Lutchmeenaraidoo. C'était avant que ce dernier ne jure un affidavit comportant de sérieuses allégations contre son collègue Roshi Bhadain, ministre des Services financiers, de la Bonne gouvernance et de la Réforme institutionnelle. De par la situation qui semble s'envenimer entre les deux, nous consacrons notre présente édition à l'équipe de Roshi Bhadain. Ce dernier est un vieux de la vieille pour avoir eu un parcours riche en événements. Il se fait d'abord connaître à travers l'enquête initiée contre la Mauritius Commercial Bank en 2003, alors qu'il occupe le poste de Directeur d'Investigation au sein de l'Independent Commission Against Corruption. Quelques années plus tard, ayant eu des conflits avec la direction, il prend l'avion pour le Royaume-Uni, avant de revenir à Maurice comme avocat. Depuis décembre 2014, il est ministre au sein du présent gouvernement. Durant ce riche parcours, il a connu des

hommes et des femmes qui font désormais partie de son 'inner circle'. Nous retrouvons ainsi son vieux pote Andrew Stephenson, l'ancien suspect de l'affaire MCB-NPF, Dev Manraj, l'ancien banquier de Nandane Soornack, ou encore l'ancien bras droit de l'ex-Gouverneur de la Banque de Maurice, Manou Bheenick, entre autres.

Il s'est aussi créé des fidèles dans sa jeune carrière politique. Parmi ses fans on ne compte nul autre que le vice-Premier ministre Showkutally Soodhun, et l'Attorney General Ravi Yerrigadoo.

Il est à noter qu'au départ, en décidant d'écrire cet article, nous pensions que deux pages seraient suffisantes, comme c'était le cas pour Vishnu Lutchmeenaraidoo. Mais nous avons tort. Et encore ! La liste que nous dressons dans cette présente édition pourrait bien omettre les noms d'autres personnes proches du ministre Bhadain. Le fait de ne pas les mentionner n'est pas délibéré et nous nous excusons auprès de ceux qui auraient mérité de figurer sur cette liste.

La garde rapprochée de **ROSHI BHADAIN**



STRONG HERITAGE, ETERNAL VALUES, BRIGHT FUTURE

CURRIMJEE

SINCE 1890

TELECOMS,
MEDIA & IT

REAL
ESTATE

TOURISM &
HOSPITALITY

COMMERCE &
FINANCIAL
SERVICES

ENERGY

FOOD &
BEVERAGES

HOME &
PERSONAL
CARE

www.currimjee.com



J'AI ENTENDU...



HERRSHA L-BOODHUN

LA CHINE REFAIT SURFACE

La Bourse de Paris marquait une pause jeudi à la mi-journée (-0,13%), les investisseurs prenant le temps d'assimiler le fort rebond de la veille qui a ramené l'indice tout près des 4 500 points. Mercredi, le marché parisien a réalisé sa plus forte progression quotidienne depuis début octobre 2015, après une série de séances passées à végéter dans une fourchette étroite.

Grâce à la baisse de l'euro, à la reprise des cours du brut, ainsi qu'à celle des valeurs bancaires et aux bons chiffres publiés par l'économie chinoise, les acheteurs sont revenus en masse mercredi et jeudi, ils se laissent "porter par ce flux sur les marchés actions". "Les marchés reprennent leur souffle" alors que le pétrole reflue. Les cours du brut reculaient un peu à la mi-journée, la prudence s'amplifiant à l'approche de la réunion des pays producteurs de pétrole au Qatar dimanche et après la publication d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estimant qu'un éventuel gel de la production aurait un "impact limité".

La Bourse de Shanghai a fini jeudi en hausse de 0,51%, tout comme Hong Kong, qui a gagné 0,5%, toujours portées par le rebond des exportations de la Chine et à la veille de la publication des derniers chiffres de la croissance chinoise. De manière inattendue, la Chine a vu ses exportations grimper fortement en mars, après huit mois de plonges consécutifs, tandis que ses importations modéraient leur recul, de nouveaux signes de stabilisation de la deuxième économie mondiale, même si l'embellie reste fragile.

La Bourse de Tokyo a aussi fini en hausse de 3,23% jeudi, l'indice Nikkei ayant clôturé à son plus haut niveau du mois, soutenue par les gains à Wall Street la veille et le repli du yen.

Enfin, la Bourse de Londres perdait 0,22% jeudi en début de séance, à cause d'un repli des cours du pétrole et de prises de bénéfices après la forte hausse de la veille. « Après la forte hausse d'hier inspirée par la Chine, qui a conduit les indices à leur plus haut niveau de 2016, les marchés sont plus prudents ce jeudi, particulièrement du côté du FTSE où l'on attend un vote de la Banque d'Angleterre sur ses taux », notent les analystes.

LUNDI
AUTOMATIC
SYSTEMS LTD
S'IMPOSE ENCORE

Les titres habituels ont été peu échangés. A l'instar de la MCB ou la SBM qui a tout de même gagné 1 sou à 66 sous en générant une valeur totale de Rs 13 000. Cim Financial Services s'est, elle, élevée de 2 sous à Rs 7,56. Puisqu'il y a eu peu d'échanges, la valeur totale échangée n'a atteint que Rs 14 millions. De ce fait, le SEMDEX a chuté pour finir à 1 791 points. Parmi les hôteliers, LUX a été suffisamment échangé mais le prix est resté à Rs 58. Par contre, New Mauritius Hotels a perdu 2,3% pour atteindre son niveau le plus bas en six semaines à Rs 21,50. Au niveau des compagnies de jeux, Automatic Systems Ltd s'est encore imposée en atteignant Rs 64,75 (+4,9%) ; ce qui la ramène à son niveau le plus haut en 55 semaines. Enfin, Promotion & Development a chuté à son niveau le plus bas en 13 mois à Rs 90.

MARDI
2% DE NIT CHANGE
DE MAIN

La valeur totale échangée a atteint Rs 263 millions, principalement en raison de Bayport Management Ltd. Par ailleurs, un des échanges conséquents concerne le National Investment Trust (NIT) avec des 'net foreign purchases' de l'ordre de Rs 10 millions à Rs 33,50. Il semblerait que 2% de l'actionnariat ait changé de main suivant cette transaction. La SBM a chuté pour clôturer la séance à 65 sous. Idem pour Automatic Systems Ltd. Le titre sacrifie 10% pour finir à Rs 58 en raison d'un « profit-taking ». Quelque 700 000 actions de Bluelife se sont échangées à un niveau bas de Rs 3 (-6,3%). Plusieurs autres titres ont terminé en baisse, à savoir ENL Land à Rs 44,50 (-1,8%), Rogers à Rs 27,50 (son niveau le plus bas en six mois) et IBL à Rs 118,50 (son niveau le plus bas en cinq semaines).

MERCREDI
ENL COMMERCIAL
REMONTÉ LA PENTE

Les investisseurs étrangers se sont manifestés lors de cette séance. Ils ont acheté, entre autres, 250 000 actions de Promotion & Development (PAD) à Rs 89,50 (-0,6%), 44 000 de la MCB à Rs 208,50 et 214 000 actions de LUX à Rs 58. Cim Financial Services a grimpé de 2,4% à Rs 7,78 ; ce qui a eu un effet positif sur le SEMDEX. Les Moulins de la Concorde s'est échangé à Rs 185 (baisse de Rs 3) et concerne un volume de 1 600 actions. On note la montée d'ENL Commercial à Rs 15,50 (+1,6%) après des années de baisses. Enfin, National Investment Trust (NIT) a fini en hausse à Rs 34,25 (+2,2%). Selon les explications, près de 5% de l'actionnariat du NIT a changé de main depuis le mardi 5 avril.

JEUDI
PLUSIEURS BAISSSES

Le SEMDEX a perdu quelques points pour finir à 1,785.67 points. Les échanges n'ont pas été à la hauteur. La bourse a témoigné d'un 'cross' de 9 000 actions de PhoenixBev à Rs 358. La MCB s'est échangée à Rs 209 (+0,2%), et la SBM – initialement échangée à 64 sous – devait grimper à 65 sous vers la fin de la séance. Même tendance chez ABC Banking dont un volume de 200 000 actions a été échangé vers la fin. Cim Financial Services perd 1,5% à Rs 7,66. Même son de cloche chez New Mauritius Hotels (-0,2%), ENL Commercial (-1,6%), Air Mauritius (-1,1%), Rogers (-1,8%), Fincorp (-2,4%) et Union Sugar Estate (-1,6%). Le prix d'action de ce dernier a même atteint son niveau le plus bas en cinq ans.

CLAUDE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les différentes informations contenues dans cette page ont une valeur purement informative. BIZweek ne donne toutefois aucune garantie quant à la précision, l'exactitude, ou l'opportunité des informations ou des données. BIZweek ne s'engage nullement à prodiguer des conseils aux investisseurs et ne vise pas à influencer le marché. Ces textes ont pour objectif principal d'informer et ne constituent en aucun cas un avis ou une invitation à réaliser un investissement. Pour des informations précises, un conseil professionnel avec un expert en la matière est préconisé.

BIRGER & CO LTD :

Une 'Notice' qui prête à confusion

En 2013, Blanche Birger Ltd enclenchait un exercice de re-branding. C'est Stéphane Chasteau de Baylon, Managing Director et fondateur de Capgraph, qui était en charge du projet. L'exercice a pris fin au mois d'avril de l'année dernière, lorsque Jacques Harel, le Chief Executive Officer, a dévoilé la nouvelle identité : BIRGER.

Après 61 années d'existence (depuis le 27 février 1954), cela devait insuffler une nouvelle vie à la compagnie et l'aider à mieux se focaliser sur ses activités, qui sont les solutions et services technologiques à Maurice et dans l'océan Indien.

Mais voilà que, depuis le 28 mars 2016, une notice, signée par Jacques Harel en tant que directeur, attire l'attention. Elle se lit comme suit:

« Notice that Birger and Co Ltd, at 18 Jules Koenig Street, Port Louis, is to be removed from the Register of Companies under Section 309 (1)(d) of the Companies Act 2001. »



Mais le plus surprenant est d'apprendre que la compagnie en question « ceased to carry on business since 30th June 2015 », soit à peine deux mois après le dévoilement de la nouvelle identité.

Autre compagnie qui se retrouve dans la même situation: The Mercantile Corporation Ltd. Cette dernière compte 65 années d'existence, ayant été enregistrée le 11 octobre 1950, toujours à la rue Jules Koenig.

Que s'est-il passé à Birger & Co

Ltd ? L'article 309 (1)(d) de la Companies Act de 2001 mentionné dans la 'notice' stipule :

"309. Grounds for removal from register

(1) Subject to the other provisions of this section, the Registrar shall remove a company from the register of companies where -

(d) the Registrar receives a request, in a form approved by him, from -

(i) a shareholder authorised to make the request by a special resolution of shareholders entitled to vote and voting on the question; or

(ii) the Board or any other person, where the constitution of the company so requires or permits, that the company be removed from the register on any grounds specified in subsection (2)."

Nombreux sont ceux qui se sont posés la question en lisant la 'Notice', et pensait à la fin d'une compagnie historique. Un coup de fil à Birger &

permis de comprendre que la 'notice' fait référence à « une des filiales qui porte le nom de Birger & Co Ltd », et a peut-être prêté à la confusion.

Pour rappel, Birger est présente dans plusieurs pays de la région, notamment au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie ; brassant au total un chiffre d'affaires de Rs 400 millions par an.

BIZweek
Economie | Business | Finance

DIRECTRICE ET RÉDACTRICE EN CHEF
Herrsha Lutchman-Boodhun

ADMINISTRATION
Jessie Bappaya

MARKETING ET PUBLICITÉ
Email : bizweek.marketing@gmail.com

5, Antonio Street, Port Louis
Tél : (+230) 2111744, 2111743 | Fax : (+230) 2137114
Email : bizweek.redaction@gmail.com

LES CONFÉRENCES **DYNAMIA** INNOVATIONS ET PERSPECTIVES

Transformer l'entreprise par le numérique,
C'est maintenant ou jamais !



Le Conférencier: Luc Fayard Expert indépendant - Directeur Editorial de MyD-BusinessTV

Consultant français, Luc Fayard accompagne l'entreprise sur les conséquences de la transformation numérique de la société, à travers son regard d'observateur indépendant. Acteur du monde des médias, il a également créé une dizaine de journaux spécialisés en informatique.

Les objectifs de cette rencontre :

- Considérer le nouveau visage des entreprises de demain
- Imaginer les nouvelles opportunités d'affaires liées à la transformation des entreprises par le numérique
- Engager la réflexion autour de la transformation numérique de l'entreprise du XXIe siècle
- Faire bouger les lignes des business models classiques

A l'issue de cette session :

- > Vous aurez compris les grands enjeux du numérique pour l'entreprise
- > Vous saurez quelles sont les grandes étapes de la transformation
- > Vous connaîtrez les pièges à éviter
- > Vous pourrez démarrer tout de suite

Public ciblé :

- Executives, Directors, Top managers
- IT Managers, SSII
- Agences de communication
- PR Managers

Date Jeudi 12 Mai 2016

Horaire De 8h30 à 12h

Lieu Voilà Hotel - Bagatelle

Prix Rs 7,500/pers (MQA approved)

Contact (230) 432 05 17

Contact (230) 57 60 80 27

Email contact@dynamia.mu

Web www.dynamia.mu

INSCRIPTIONS OUVERTES !

La garde rapprochée de **ROSHI BHADAIN**

Dans notre numéro en date du 11 mars dernier, dans le sillage de l'affaire Euro-Loan, nous avons dressé un tableau de l'inner circle de l'ancien ministre des Finances Vishnu Lutchmeenaraidoo. C'était avant que ce dernier ne jure un affidavit comportant de sérieuses allégations contre son collègue Roshi Bhadain, ministre des Services financiers, de la Bonne gouvernance et de la Réforme institutionnelle. De par la situation qui semble s'envenimer entre les deux, nous consacrons notre présente édition à l'équipe de Roshi Bhadain. Ce dernier est un vieux de la vieille pour avoir eu un parcours riche en événements. Il se fait d'abord connaître à travers l'enquête initiée contre la Mauritius Commercial Bank en 2003, alors qu'il occupe le poste de Directeur d'Investigation au sein de l'Independent Commission Against Corruption. Quelques années plus tard, ayant eu des conflits avec la direction, il prend l'avion pour le Royaume-Uni, avant de revenir à Maurice comme avocat. Depuis décembre 2014, il est ministre au sein du présent gouvernement. Durant ce riche parcours, il a

connu des hommes et des femmes qui font désormais partie de son 'inner circle'. Nous retrouvons ainsi son vieux pote Andrew Stephenson, l'ancien suspect de l'affaire MCB-NPF, Dev Manraj, l'ancien banquier de Nandanee Soornack, ou encore l'ancien bras droit de l'ex-Gouverneur de la Banque de Maurice, Manou Bheenick, entre autres.

Il s'est aussi créé des fidèles dans sa jeune carrière politique. Parmi ses fans, on ne compte nul autre que le vice-Premier ministre Showkutally Soodhun, et l'Attorney General Ravi Yerrigadoo.

Il est à noter qu'au départ, en décidant d'écrire cet article, nous pensions que deux pages seraient suffisantes, comme c'était le cas pour Vishnu Lutchmeenaraidoo. Mais nous avons tort. Et encore ! La liste que nous dressons dans cette présente édition pourrait bien omettre les noms d'autres personnes proches du ministre Bhadain. Le fait de ne pas les mentionner n'est pas délibéré et nous nous excusons auprès de ceux qui auraient mérité de figurer sur cette liste.



L'Independent Commission Against Corruption est créée en 2002 et démarre une année plus tard une enquête de blanchiment d'argent contre la Mauritius Commercial Bank. Nous retrouvons sur la photo (de gauche à droite) le premier directeur général de l'Icac Navin Bheekarry, le consultant Andrew Stephenson, le directeur d'investigation Roshi Bhadain et l'un des assesseurs Gérard Bisasur

Andrew Stephenson: Le suiveur

ILS SE CONNAISSENT depuis des années. Leur amitié a débuté dans les locaux de la firme De Chazal Du Mée (DCDM). Roshi Bhadain est embauché par la firme DCDM à son retour à Maurice, après quelques années à travailler à l'étranger. Quant à Andrew Stephenson, il fait le va-et-vient chez DCDM. Il se joint à plein temps, en 1996, à cette firme, mais quitte Maurice pour revenir trois ans plus tard. À ce moment, il aide DCDM à mettre sur pied son département de Forensic Auditing. Il est aidé par Roshi Bhadain, et y travaille pendant deux ans. Mais les deux amis quitteront la firme pour fonder leur propre cabinet, Insight Forensics Ltd. Les deux rejoignent plus tard, soit en 2002, l'Independent Commission Against Corruption (Icac), en tant que consultants enquêteurs. Roshi Bhadain est nommé directeur des enquêtes en mars 2003 et quitte la Commission en décembre de la même année. Il sera cependant réintégré après une décision de la cour. Andrew Stephenson est, lui, Forensic Investigator. En août 2003, il cesse de travailler pour l'Icac, son contrat n'ayant pas été renouvelé. Il dira qu'il y travaillait en tant que consultant en formation et qu'il a accompli sa tâche, d'où son départ.

Andrew Stephenson, en collaboration avec Bhadain, aura été une des chevilles ouvrières de l'enquête de l'ICAC dans l'affaire MCB-NPF. Il reste un ami de Bhadain, ainsi qu'un proche collaborateur de Bhadain Chambers. L'année dernière, une question parlementaire était à l'ordre du jour sur Andrew Stephenson, mais devait être retirée par la suite. La question portait sur sa présence et son rôle dans le bâtiment qu'occupe le ministère de la Bonne gouvernance et des Services financiers, où il aurait été recruté comme consultant. Rappelons également qu'Andrew Stephenson était l'un des enquêteurs privés dont les services ont été retenus par la famille Lagesse dans le sillage du meurtre de Vanessa Lagesse.

SUITE EN PAGE 6

AKILESH DEERPALSINGH : L'OMBRE DU BOSS



Fils de Kishore Deerpalsingh et cousin de Nita Deerpalsingh, cet expert-comptable est considéré comme proche de Bhadain Chambers. Il serait également proche de l'équipe d'Insight Forensics Services Ltd. Akilesh Deerpalsingh aura été l'agent politique de Roshi Bhadain aux dernières élections. Cela lui a valu d'être nommé conseiller au ministère de la Bonne gouvernance. Le 24 avril 2015, le Conseil des ministres avalise sa nomination pour siéger sur le Board de la Financial Services Commission. Il est alors décrit comme « *Adviser on Financial Services, Ministry of Financial Services, Good Governance & Institutional Reforms.* » Pourtant, son nom n'apparaît pas sur le site de la FSC sous la section 'About Us – Board of the FSC'. Les bruits de couloir de l'époque voulaient qu'il soit nommé à la tête de la FSC, mais il n'en a rien été jusqu'à présent.

SAMEERAH SHAIKMAMODE : LE BRAS DROIT

Officiellement Public Relations Officer (PRO) au sein du ministère de la Bonne gouvernance, Sameerah Shaikmamode est l'ancienne Confidential Secretary de Roshi Bhadain au sein de Bhadain Chambers. Bien que portant le chapeau de PRO, selon les observateurs et les visiteurs qui ont eu accès à ce ministère, elle serait une véritable plaque tournante pour Bhadain. Sameerah serait considérée comme le « *bras droit* ». Rendez-vous, communication avec la presse, travaux administratifs... Tout passe par elle.



BENITO ELISA : FROM BRAMER TO BHADAIN

Tout comme Akilesh Deerpalsingh, Joe Benito Elisa (à l'extrême droite sur la photo) agit en tant que conseiller au sein du ministère de la Bonne gouvernance. C'est ce poste qui lui permettra d'être nommé sur le conseil d'administration de la SICOM. Détenteur d'un BSc en Banking and International Finance de l'University of Technology of Mauritius (UTM), et d'un MBA (spécialisation en services financiers) de l'Université de Maurice, Benito Elisa compte 11 années d'expérience dans le secteur bancaire. Il a déjà travaillé pour le compte de la State Bank of Mauritius, mais dans son profil affiché sur le site de la SICOM, mention n'est nullement faite de son parcours à la Bramer Bank. Selon certains, il aurait été un des « *personal bankers* » de la femme d'affaires Nandane Soornack.

Mais Benito Elisa s'est surtout fait connaître, en novembre 2015 lorsque Me Antoine Domingue décide de se retirer en tant que conseil légal de la SICOM. Cela après que Benito Elisa aurait recherché des informations sur les honoraires qu'il a perçus en tant que conseil légal pendant les trois dernières années. Cette affaire aurait eu pour toile de fond le Good Governance and Integrity Reporting Bill, envers lequel Me Antoine Domingue a été très critique.



CHAND BHADAIN : LE PAPA

Chundr Bhojising Bhadain, alias Chand Bhadain, est le père du ministre de la Bonne

gouvernance. Sa nomination en tant que président de la Banque de Développement (DBM) a fait polémique l'année dernière. Ce poste lui aurait été offert par Vishnu Lutchmeenaraidoo, qu'il a « *beaucoup côtoyé dans les années 70.* » Avant cela, en 2003, il a assumé le poste de Chief Executive de Business Parks of Mauritius Ltd (BPML).

Trois ans plus tard, soit en 2006, certaines personnes dénoncent des manquements dans la gestion de cette compagnie. Chand Bhadain est alors appelé à s'expliquer, dans les locaux du Central CID (CCID) sur un exercice d'appel d'offres après que le 'fact-finding committee' institué pour faire la lumière sur cette affaire a rendu son rapport. Il a aussi travaillé au ministère du Commerce et de l'Industrie entre 1976 et 1982, et a été à la tête du MEDIA, organisme créé pour la promotion industrielle et commerciale.

P.K. KURIACHEN : EN ATTENDANT...

Il occupe le poste de Chief Executive Officer – sur une base temporaire – de la Financial Services Commission (FSC). Le départ de Clairette Ah-Hen datant d'avril 2015, cela ferait donc environ une année que P.K. Kuriachen assure l'intérim. Rappelons qu'il a été le conseiller du CEO après avoir rejoint la Commission en 2013.



GUILLAUME OLLIVRY : LE FIDÈLE PETIT GARÇON

En février 2015, Guillaume Ollivry est nommé directeur de la Financial Intelligence

Unit (FIU), succédant ainsi à Dev Bikoo. Fils du défunt avocat Guy Ollivry, il a évolué, dans le passé au sein de Bhadain Chambers. Il a été un des assesseurs de Roshi Bhadain dans le Fact Finding Committee institué pour enquêter sur les allégations de matches de foot truqués en 2013. Selon des recoupements, il aurait travaillé comme pigiste dans divers cabinets d'avocat et aurait participé aux travaux de la Law Reform Commission.

Sur le site de la FIU, aucune mention n'est cependant faite de Guillaume Ollivry. Notons d'ailleurs que le dernier rapport annuel affiché date de 2013, et que le dernier 'Quarterly Information Bulletin' remonte à janvier 2015.

CORA NG-KORIMBOCUS : L'ANCIENNE DE MARCOM/BAI

Elle était auparavant affectée au ministère de la Bonne gouvernance. Mais avec le lancement de la Financial Services Promotion Agency (FSPA), Cora Korimbocus a été nommée Head of Public Relations & Communications de cette institution qui occupe le même bâtiment que le ministère. Dans le passé, Cora Korimbocus a été la General Manager de Marcom Company Ltd, « *a member of British American Investment Group of Companies* », qui appartenait à l'homme d'affaires Dawood Rawat.

Elle a ainsi travaillé pendant 14 ans pour le groupe BAI et a été la Brand Manager de la Financial Services Division avant d'être nommée General Manager de Marcom. Elle a, par la suite, été nommée Account Director et Managing Director de Publico.



**LAKSHMI APPADOO :
BTO B**

Elle a fait le va-et-vient entre la Banque de Maurice et le groupe BAI. En poste à la BoM lorsque Rundheersing Bheenick officiait en tant que gouverneur, Lakshmi Appadoo devait quitter cette institution lorsque Bheenick a 'step down'. Cela dans le sillage d'un Fact Finding Committee qui a été institué pour se pencher sur des allégations d'abus de sa part. Rundheersing Bheenick s'était ainsi absenté, en 2010, pendant trois mois de la BoM.

Entre-temps, Lakshmi Appadoo aurait trouvé de l'emploi au sein du groupe BAI. Mais lorsque Bheenick a été reconduit à son poste, elle a également effectué son grand retour au 'Head-Governor's Office'.



**JOY NEERAYE :
LE MICRO DE BHADAIN**

L'année dernière, Reza Issack dénonçait la « MBC version BBC » en faisant état d'un compte rendu pas à la hauteur pour le 115e anniversaire de la naissance de Sir Seewoosagur Ramgoolam. L'opposition parle même de manipulation des images, et cible Joy Neeraye, qui est souvent décrit comme « un des hommes de confiance » du ministre Bhadain. Ancien proche de Navin Ramgoolam, il semblerait que Joy Neeraye ait trouvé, en la personne de Bhadain, une bouée de sauvetage.



**SOMDUTH NEMCHAND :
UNE CONNAISSANCE
DE L'ICAC**

Il occupe actuellement le poste de Deputy Permanent Secretary au ministère de la

Bonne gouvernance. Avant d'atterrir à ce ministère, il était affecté à celui de l'Énergie et des Utilités publiques, « where his scope of services included advising the Minister in relation to parliamentary business, policy formulation, oversight of institutions under the aegis of the Ministry, financial management and human resource management. »

Détenteur d'un Brevet International d'Administration Publique de l'École d'Administration (ENA), en France, Somduth Nemchand a aussi été l'Administrative & Finance Manager avant d'assumer le rôle d'Acting Director General de l'ICac, assurant un intérim de janvier à mai 2006.

En mars 2004, c'est Somduth Nemchand qui affirme – dans un affidavit déposé en Cour suprême – que l'ICAC a consulté le Premier mi-nistre « par courtoisie, avant de suspendre et de licencier le directeur des enquêtes, Roshi Bhadain. »

Notons que Somduth Nemchand a été nommé Chairman de la SICOM, et plus récemment, Roshi Bhadain l'a nommé Chairman de Heritage City Co Ltd.



**DEV MANRAJ :
L'HOMME DE TOUT
LE MONDE**

Décidément, il se retrouve dans l'inner circle de tout le monde. Il a été le « bras droit » de Vishnu Lutchmeenaraidoo. C'est d'ailleurs lui-même qui l'avait confirmé en décembre 2014 après les élections générales : « C'est une chance que Dev Manraj soit toujours Secrétaire financier. Je vous rappelle qu'il était la colonne vertébrale du ministère des Finances à l'époque du miracle économique. Il était mon bras droit, et sans lui je n'aurais pas pu mener tous mes projets. »

Mais il semblerait que le « bras droit » se soit tourné davantage vers le ministre de la Bonne gouvernance, sa présence se faisant plus régulière aux côtés de Roshi Bhadain. Surtout qu'il est désormais clair qu'il existe un froid entre Vishnu Lutchmeenaraidoo et Roshi Bhadain, et que le premier nommé n'est plus ministre des Finances.

Notons que la dernière fois qu'on a entendu le nom de Bhadain et celui de Manraj être évoqués ensemble, c'est dans l'affaire MCB-NPF où l'un était enquêteur et l'autre suspect.

**FAADEEL RAMJANALLY :
NOMMÉ À LA NIC**

Il est l'un des multiples conseillers de Roshi Bhadain. Lorsque la National Insurance Company (NIC) est créée, l'année dernière, pour reprendre en main les activités du pôle assurances du groupe BAI, Faadeel Ramjanally est nommé Chairman. Cet expert-comptable est plus exactement le Chairman de la National Insurance Company Ltd (NICL) et de la NIC General Insurance Co Ltd (NICG). Dans le passé, il a occupé le poste de Senior Manager – Risk Assurance Services au sein de la firme comptable PricewaterhouseCoopers (PwC), soit d'août 2003 à mars 2015.



**HARVESH SEEGOOLAM :
BOI-EBÈNE**

On n'entend plus trop parler de Ken Poonoosamy et du Board of Investment (BOI). Mais un des 'BOI Boys' a fait parler de lui lorsqu'il a été nommé Chief Executive Officer de la Financial Services Promotion Agency (FSPA). Le lancement de cette agence, ou plutôt du Mauritius International Financial Centre, à travers la FSPA, a eu lieu début mars, au Hilton Mauritius Resort, en présence du ministre Roshi Bhadain.

Avant de devenir CEO, Harvesh Seegoolam s'occupait du 'cluster' Innovation, Technologie et Services au sein du BOI. Sa responsabilité était d'attirer les investisseurs étrangers vers les différents secteurs du pays, avec une attention spéciale pour l'ICT, l'outsourcing, l'industrie du cinéma, la biotechnologie, entre autres.

À noter que bien que la FSPA, ainsi que le Mauritius International Financial Centre, soient opérationnels à la SICOM Tower, à Ebène, le site web, lui, n'est pas encore prêt. Il est « currently being updated ».

**FABIANI BALISSON :
LE MILITANT**

Lui, c'est un militant écolo. Il a, dans un passé récent, été très actif en tant que porte-parole, membre et président de la Plateforme citoyenne dans le combat contre les centrales à charbon. Fabiani

Balisson a également été l'ancien vice-président de l'aile jeune du MMM et ancien Marketing Officer de la banque HSBC. Il a été recruté par le bureau du ministre Bhadain pour gérer l'image de celui-ci sur les réseaux sociaux. Il est aussi souvent aperçu, caméra à la main, dans des fonctions auxquelles assiste le mi-

nistre de la Bonne gouvernance.

Avec le lancement du Mauritius International Financial Centre et de la Financial Services Promotion Agency (FSPA), Fabiani Balisson a été fait Assistant Manager – Public Relations & Communication de cette agence, à la SICOM Tower, Wall Street, à Ebène.



SUITE EN PAGE 8

**DHIREN DABEE :
LE NOUVEAU VENU**

Sa nomination est passée inaperçue jusqu'à tout récemment. Cela fait quelques semaines déjà que Dhiren Dabee, l'actuel Solicitor General, siège sur le conseil d'administration de la Financial Services Commission. Il aurait déjà assisté à une première réunion en tant que Vice-Chairperson de la FSC. À noter que Dhiren Dabee agit en tant que Legal Adviser au sein de plusieurs institutions publiques. Il siège aussi comme directeur, sur plusieurs conseils d'administration, hormis celui de la FSC. À titre d'exemple, il est toujours un directeur de Mauritius Telecom. Et jusqu'à l'année dernière, il siégeait sur les conseils d'administration suivants : SBM Holding Ltd (depuis mai 2008), Air Mauritius Limited (de 1998 à mars 2015) et SICOM Financial Services Limited (jusqu'au 2 avril 2015).



**SHOWKUTALLY SOODHUN:
LE TRAIT D'UNION**

La semaine dernière, des rumeurs circulaient à l'effet que le vice-Premier ministre aurait menacé de délaissier son maroquin ministériel. Cela dans le sillage du clash qui oppose les ministres Vishnu Lutchmeenaraidoo et Roshi Bhadain. Certains auraient évoqué un parti-pris du ministre du

Logement et des Terres pour celui de la Bonne gouvernance. La conférence de presse du 25 novembre, dans le bureau du ministre Bhadain, suivant l'arrestation de Shakeel Mohamed dans l'affaire Gorah Issac, ne serait pas non plus passée inaperçue. Les deux ont été très critiques envers la police, et plus particulièrement envers l'ACP Heman Jangi, le patron du Central CID. Les deux ministres revenaient alors d'une mission à Dubaï.



**RAVIYERRIGADOO :
THE PARTNER**

L'Attorney General est souvent vu aux côtés de Roshi Bhadain. Lorsqu'éclate le scandale BAI, il est toujours présent lors des conférences du ministre. À tel point que certains parleraient d'un « duo d'enfer » en évoquant les deux hommes. Les deux étaient aussi ensemble lorsqu'ils ont été confrontés à des accusations

portées par les représentants de Dufry, en mars 2015. La « rencontre » avec les représentants de Dufry aurait même eu lieu dans l'appartement de l'Attorney General à Quatre-Bornes.

Les deux sont aussi souvent partis en mission ensemble, comme c'était le cas dans le cadre d'une mission organisée par le ministre des Finances d'alors à New Delhi, pour trouver une solution au dossier du Traité de non double imposition.

**RAJESH MOORGHEN :
L'AUTRE
DÉTECTIVE**

Il est promu chef inspecteur en décembre, après plus d'une dizaine d'années d'attente. Un habitant de Quatre-Bornes, l'inspecteur Rajesh Moorghen s'est surtout fait connaître lorsqu'il était à Rodrigues. Il a été arrêté puis suspendu de ses fonctions alors qu'il enquêtait, dans l'île, sur l'affaire Barthélémy Azie. Mais après que le tribunal de Port-Mathurin a rayé toutes les charges provisoires contre lui, il a repris ses fonctions au CCID. Il semblerait que Rajesh Moorghen ait été très actif pendant la campagne électorale au No. 18, où Roshi Bhadain a été élu, et qu'il soit, comme le considéraient certains, « très proche de Bhadain. »



**DEV PHOKEER :
DESTIC À LA BONNE
GOUVERNANCE**

Permanent Secretary sous la houlette de Pravind Jugnauth lorsque celui-ci était ministre de la Technologie, Dev Phokeer n'a pas bougé lorsque celui-ci a 'step down' et que Roshi Bhadain a assuré la suppléance ministérielle. Vers la fin de janvier, après le transfert des Permanent Secretaries, Dev Phokeer a atterri au ministère de la Bonne gouvernance. Entre-temps, il assure les fonctions de président par intérim du conseil d'administration de la MBC. Il siège également sur le board de Mauritius Post Ltd. Jugdish Dev Phokeer a auparavant été PS au ministère des Sports.



**KAUSHIK GOBURDHUN :
COUSIN, PRESQUE
OU PAS DU TOUT**

En novembre 2007, il intègre l'Icac en tant qu'Assistant Chief Legal Adviser. Plus tard, en tant que Chief Legal Adviser, il sera à la tête d'une équipe qui poursuivra Pravind Jugnauth dans l'affaire Medpoint. Auparavant, il était au Parquet et a aussi occupé le

poste de Legal Affairs Officer à Airports of Mauritius Ltd. En janvier 2016, Kaushik Goburdhun est nommé Acting Director General de l'Icac. Des voix s'élèvent contre sa nomination car il serait le « cousin » du ministre Bhadain. Ce dernier a apporté un démenti pour dire qu'il y aurait effectivement un lien de parenté, mais qu'ils ne seraient pas cousins. Sa nomination a été suivie de la démission des députés du MMM du comité parlementaire de l'Icac.

PROF MATTHEW MCCARTNEY D'OXFORD UNIVERSITY

« Maurice pas victime de la trappe à revenu intermédiaire »

Nous aspirons à devenir un pays à revenu élevé, mais le taux de croissance ne progresse pas au-delà des 3% depuis quelques années. Cela veut-il dire que Maurice est coincé ce qu'on appelle la « *trappe à revenu intermédiaire* » (middle-income trap) ? Non, répond le Professeur Matthew McCartney, Associate Professor en 'Political Economy and Human Development of India, School of Interdisciplinary Area Studies' à l'Université d'Oxford



DES RÉFORMES POUR ÉVITER DE PASSER À LA TRAPPE

Selon les experts, la « trappe à revenu intermédiaire » est un phénomène touchant des économies qui connaissent jusque-là une croissance rapide, mais qui stagnent ensuite au niveau des revenus intermédiaires et échouent à parvenir au rang des pays à haut revenu. Comme les théories économiques suggèrent que les déterminants de la croissance ne sont pas les mêmes selon que le pays appartienne ou non au club des pays riches, certains suggèrent que les pays en développement sont susceptibles de se retrouver dans une trappe à revenu intermédiaire s'ils sont incapables de renouveler leurs stratégies de croissance, et notamment d'adopter certaines réformes structurelles.

« **T**he evidence so far shows that Mauritius is not stuck in the middle income growth but is moving towards productivity-led growth. » C'est l'une des conclusions à laquelle est arrivé le Professeur Matthew McCartney, la semaine dernière, à l'hôtel Le Maritim. Ce dernier était l'invité de MIndAfrica Capacity Building Ltd pour nous éclairer sur le thème « *Breaking away from the middle-income trap* ».

Le professeur affirme de surcroît qu'il ne croit pas dans le concept de « *trappe à revenu intermédiaire* » ; qui renvoie à l'incapacité d'opérer les transformations permettant de passer d'un niveau de revenu moyen à un niveau plus élevé. Maurice a, malgré tout, selon lui, des progrès à faire pour passer de pays à revenu intermédiaire à pays à revenu élevé.

Maurice est-il à la croisée d'une 'growth transition' ? Le pays peut-il reposer sur une croissance obtenue en partie, jusqu'à présent, à travers l'industrialisation, ou doit-il bouger vers une croissance liée à la productivité ? Ce sont certaines des questions qui sont revenues sur le tapis lors de l'allocution du Prof McCartney.

Pour ce dernier, Maurice a su démontrer sa capacité à connaître un véritable

succès. À tel point que le célèbre Professeur Joseph Stiglitz avait évoqué, dans un article sur « *The Mauritian Miracle* », que plusieurs pays, y compris les États-Unis, pourraient apprendre de Maurice. La preuve de ce succès : le Produit intérieur brut par tête d'habitant est passé d'USD 100 (en 1976) à USD 7000-8000 (en 2014).

CROISSANCE LIÉE À LA PRODUCTIVITÉ

Plusieurs facteurs ont contribué à ce succès économique, rappelle le Prof McCartney. Dans les années 1970-80, la croissance découlait de la main-d'œuvre, car il y avait une population active plus importante. « *Je pense que cette population active commencera à chuter dans la prochaine décennie. Vous devrez penser à importer de la main-d'œuvre pour les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre* », soutient l'invité de MIndAfrica Capacity Building Ltd.

La deuxième phase de la croissance a été principalement due à l'investissement. C'est-à-dire tout ce qui est machinerie, infrastructure, accès préférentiels, etc. « *Les accès préférentiels ont commencé à disparaître dans les années 2000, et les investissements directs étrangers ont contribué à la croissance. En Inde, la croissance est*

dérivée des investissements qui peuvent atteindre jusqu'à 23-24% du Produit intérieur brut (PIB). Maurice peut apprendre de cela », explique-t-il.

Pour ce qui est de la troisième phase de croissance, elle est liée aux changements structurels. Par exemple en s'orientant vers des secteurs plus productifs. « *Pendant les 50 dernières années, la croissance du pays a été générée à travers la main-d'œuvre et les investissements* » rappelle le Prof McCartney. « *Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une croissance liée à la productivité.* »

Mais le pays peut-il effectuer cette transition en misant sur une main-d'œuvre et des investissements plus productifs ?

« *Le Brésil et la Corée du Sud ont été une réussite en termes économiques. Pourtant, le Brésil connaît près de 30 ans de stagnation, tandis que la Corée du Sud est devenue un pays à revenu élevé. Maurice suivra-t-il le chemin emprunté par le Brésil ou la Corée du Sud, avec un PIB par habitant d'USD 25 000 ?* » s'interroge le Professeur Matthew McCartney.

Il sera cependant difficile pour Maurice, selon lui, d'atteindre un taux de croissance comme celle atteinte par la Corée du Sud dans les années 1950.

D'où l'insistance du Professeur sur le fait qu'une 'productivity growth' est cruciale pour Maurice. Les nouvelles tech-

nologies, par exemple, peuvent contribuer à booster la productivité. Mais comment booster la productivité dans le tourisme ? Comment inciter un Chef à devenir plus productif ? Autant de questions qui méritent considération.

D'autres facteurs entrent également en jeu. Le pays a engendré un taux d'investissements de 25% ; mais génère-t-il suffisamment de ressources pour repayer ces investissements ? Cela n'a pas été le cas de la Thaïlande, par exemple, qui a investi massivement dans les zones résidentielles, les hôtels et le tourisme, mais qui, par la suite, n'a pu générer assez de ressources pour poursuivre ces investissements.

D'autre part, soutient le Prof McCartney, le taux d'épargne n'a cessé de chuter, ce qui s'apparente à un « *puzzle* ». Cela veut dire que, selon lui, le pays n'arrive pas à générer suffisamment d'épargne sur le plan domestique et que « *some debt is being built somewhere*. » Cela représente une vulnérabilité à long terme si rien n'est fait pour inverser la tendance.

Conclusion du Professeur Matthew McCartney : Maurice n'est pas pris dans la trappe à revenu intermédiaire, car la productivité a augmenté au fil des années. Il faudra cependant, à partir de maintenant, mettre l'accent sur une croissance liée à la productivité.

RAJIV SERVANSINGH, CHAIRMAN DE MINDAFRICA CAPACITY BUILDING LTD

"Nous parlerons la langue des pratiquants lors du Symposium"

L'Afrique sera une nouvelle fois au centre des débats. Mais cette fois-ci, le contenu sera différent. C'est ce qu'assure Rajiv Servansingh, Chairman de MIndAfrica Capacity Building Ltd, qui organise le lundi 25 avril, à l'hôtel Le Méridien, le 'Mauritius-Africa Symposium 2016'. Il n'est plus question, selon lui, de se demander pourquoi il faut investir en Afrique, mais comment faire aboutir un projet dans le concret à travers des financements et partenaires potentiels tout en proposant des solutions pour surmonter les obstacles. Ce symposium est organisé conjointement avec Surya Capital

↳ Le 25 avril prochain se tient le 'Mauritius-Africa Symposium 2016' organisé par MIndAfrica Capacity Building Ltd. Quel est l'objectif derrière cette conférence ?

L'objectif de cette conférence c'est d'offrir en premier lieu aux entrepreneurs mauriciens une occasion de rencontrer, dans un climat de dialogue interactif, nos invités qui sont tous des pratiquants dans le business en Afrique. Ce sont des investisseurs et des conseillers de grandes entreprises qui s'implantent en ce moment même en Afrique, surtout en Afrique de l'Est dans des pays comme la Tanzanie, l'Éthiopie et le Kenya entre autres. Je vous signale que parmi ceux qui animeront le symposium se trouvent deux Mauriciens, Ashwin Roy et Riaz Currimjee de Surya Capital, qui sont aussi nos partenaires dans l'organisation de cet événement.

↳ En quoi cette conférence sera-t-elle différente des conférences axées sur l'Afrique ?

Vous faites bien de me poser cette question. La différence avec ce qui s'est fait avant réside dans le fait que nous parlerons la langue des pratiquants. Ce n'est pas des thèmes généraux, mais nous abordons les questions ayant trait à comment actuellement, dans le concret, faire aboutir un projet que l'on veut réaliser en Afrique. La recherche des financements, les partenaires, les obstacles ainsi que les moyens de les surmonter...

↳ Trouvez-vous que les entreprises locales ou celles utilisant la plateforme mauricienne hésitent encore à pénétrer le continent qui

pourtant offre tant d'opportunités ? Pourquoi cela ?

Il y a bien sûr des réticences quand il s'agit de nouveaux pays que l'on ne connaît pas encore. Il faut comprendre quelques faits basiques sur l'environnement des affaires, sur la culture des affaires dans les pays d'accueil, des risques etc. Or, c'est justement là que nous intervenons avec ce symposium. Nous estimons que pour quelqu'un qui y participera, il sera éclairé sur un certain nombre de ces éléments, et il sera mieux en mesure de prendre une décision tout en diminuant les risques d'échec. Les intervenants sont tous passés par là et vont donc partager leur expérience avec nos participants. En plus, ils proposeront des solutions dans le concret en ce qui concerne les partenaires ou des sources de financement éventuelles.

↳ Cela fait des années maintenant qu'on parle de l'utilisation de Maurice pour aller vers l'Afrique. Qu'est-ce qui a changé depuis tout ce temps ? Qu'avons-nous abouti jusqu'ici ?

Maurice plateforme entre l'Asie et l'Afrique. Ça fait des années qu'on en parle. Or, les conditions n'étaient pas encore réunies pour la réalisation de ce projet jusqu'à il y a quelques années seulement. Ce qui a changé, c'est la croissance soutenue d'un grand nombre de pays pendant plus d'une décennie, l'émergence d'une classe moyenne, une amélioration du climat des affaires (même s'il reste quelques endroits difficiles). Il y a aussi le fait que de nombreuses entreprises mauriciennes sont maintenant investies en Afrique – ce qui fait que nous pouvons parler



en connaissance de cause.

↳ Il n'en demeure pas moins que les entreprises locales sont encore très « Indian related ». Comment assurer la transition ?

Les entreprises mauriciennes sont surtout tournées vers l'Europe et l'Asie. Mais c'est le propre des entrepreneurs de se tourner vers ce qui leur semble les marchés les plus rentables. Or, comme je vous dis, il y a seulement quelques années que l'Afrique s'est enfin pointée comme une destination lucrative pour l'investissement aussi bien que le commerce. Il y a bien sûr toute une éducation à faire. D'où l'importance de notre Symposium.

↳ Pensez-vous que l'Afrique soit prête pour les entreprises étrangères ?

Si elle n'est pas totalement prête, c'est sûr qu'elle est en train de s'y mettre très rapidement. Ce n'est pas pour rien que des fonds d'investissement globaux tels que Carlyle se sont positionnés pour faire des affaires sur le continent. Il faut

aussi savoir qu'il ne faut justement pas attendre que tout soit fait pour s'y intéresser – cela risque de coûter beaucoup plus cher.

↳ Quelles sont les infrastructures qui devraient être mises en place pour que les compagnies qui souhaitent participer à l'épanouissement de l'Afrique puissent également en bénéficier ?

Au niveau des infrastructures publiques telles que les routes et les ports et aéroports et autres télécommunications, il reste beaucoup à faire. Mais ce sont justement ces faiblesses actuelles qui représentent des opportunités d'investissement et de développement. Chaque problème cache une opportunité. Le secteur de la construction offre d'énormes potentiels pour les entreprises mauriciennes, mais encore faut-il comprendre l'environnement des affaires et connaître les bons partenaires : d'où la raison de tenir ce symposium

↳ Et dans combien de temps les compagnies pourraient-elles s'attendre à un retour sur in-

vestissement ?

Le retour sur investissement est en fonction du type d'entreprises et de la nature de l'investissement. Vous savez, le facteur temps est un des facteurs clés qui détermine la rentabilité d'un investissement. Par contre, dans le domaine des services, j'estime que d'une manière générale les retours peuvent se réaliser assez rapidement.

↳ Parlez-nous de la conférence. Qui sont les principaux orateurs ?

Les principaux orateurs sont les partenaires de Surya Capital que j'ai nommés plus haut. Il y a aussi Karim Shariff, fondateur de Majlis Investment Management du Golfe, Winta Girmay de Blue Nile Leasing qui est basée en Éthiopie et qui connaît très bien Maurice pour être déjà en affaires avec une grosse entreprise locale, Amédée Darga, qu'on ne présente plus quand il s'agit de sa maîtrise du continent, et Asif Abdulla de Prime Logistics qui connaît très bien l'Afrique de l'Est où son entreprise est très active.

www.myt.mu

L'internet home

1000
Mbps

Offre soumise à conditions

there is no limit to what you can achieve
be your best

mauritius
telecom



OPINION



JEAN PIERRE LENOIR

PANAMA PAPERS

Philanthropie ou manipulation ?

Quelques jours seulement après la publication des fameux Panama Papers, le doute a commencé à s'installer dans les milieux politiques et journalistiques quant aux intentions de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) qui a révélé au grand public les milliers de noms de tous ces gens qui avaient fait passer des vacances à leur argent dans les paradis financiers.

Comme toujours, dans pareils cas, les journaux du monde entier se sont jetés comme des morts de faim sur ces révélations qui touchent à ce que l'homme a le plus caché dans sa vie : son intimité financière... Des noms ont été jetés en pâture au grand public avide de savoir si les voisins, connaissances ou hommes en vue avaient fait des petites "plotte" dans ces paradis fiscaux. Notons au passage un manque de discernement total de la part des relais de ces révélations qui ont été faites pêle-mêle en mélangeant fraudeurs fiscaux et investisseurs en règle avec les autorités.

Tout cela dit, beaucoup d'observateurs avertis se posent la question de savoir quels ont été les buts du grand déballage de ces journalistes d'investigations basés à Washington. Contrairement aux révélations d'Edward Snowden, il y a quelques années sur les pratiques de la NSA (National Security Agency) dont il était un employé, les Panama Papers ont été obtenus par effraction informatique. Quand on connaît la sensibilité de ces informations détenues par Mossack Fonseca, et le luxe de précautions qui entourait ces secrets, on peut se poser la question de la puissance des moyens mis en place pour arriver à un tel résultat. Qui a financé une telle opération qui a dû coûter beaucoup, beaucoup d'argent? Comment se fait-il que cette enquête, qui a apparemment duré plusieurs années, n'ait pas "fuité" avant son terme ?



Se pose, dans la foulée de ces questions, celle de savoir si c'est un simple Chevalier Blanc de la moralité publique qui a financé cette enquête pour assainir les pratiques, certes douteuses, du monde de la finance. Au fil des semaines qui passent depuis ces grandes révélations, la théorie de la manipulation fait son petit bonhomme de chemin assez spectaculaire dans les esprits des observateurs. Les milliers de "petits joueurs" concernés n'étaient sûrement pas la cible de ce pool de journalistes. Certes, un Premier ministre a eu à démissionner et un autre, David Cameron, est en fâcheuse posture d'explications sur ses agissements financiers passés. Pas suffisant pour expliquer ces plusieurs années d'enquête au coût faramineux.

Et c'est là que les regards se tournent vers Vladimir Poutine qui est, de loin, la cible la plus importante de toute cette affaire. Plusieurs observateurs pensent qu'il n'est pas impossi-

ble que ces Panama Papers aient eu pour but premier de déstabiliser l'actuel président russe. Celui-ci, au fil de son parcours de redressement de la Russie, fait de l'ombre aux Etats-Unis auxquels le Kremlin a damé le pion en Syrie, faisant perdre la face à Washington aux yeux du monde. Mais plus important encore, Poutine est l'ennemi juré des tenants de ce nouvel ordre mondial ultra libéral dont George Soros, le financier multimilliardaire sans frontières, est le grand manipulateur. Son but ultime; spéculer n'importe où autour du globe de la finance sans être gêné par des empêcheurs de tourner en rond, dont le plus important est Vladimir Poutine. Il faut savoir que depuis la disparition de Boris Eltsine qui avait commencé, entre deux verres de vodka, à brader le patrimoine industriel de son pays, Poutine a décidé de reprendre les choses en main en rendant à la Russie ce qui revenait de droit à ce

pays et non pas à la finance internationale. Après avoir fait emprisonner Mikhail Khodorkovski, pdg du groupe pétrolier Ioukos qui était fortement soupçonné d'avoir voulu vendre son groupe à un consortium américain piloté par Dick Cheney, ancien vice-Président américain, il a ensuite fait expulser de Russie des ONG financées par... George Soros. Ce même George Soros que les Russes accusent d'avoir financé les événements violents en Ukraine qui ont amené la crise qui a grandement déstabilisé la Russie à sa frontière avec ce pays.

Ceci explique-t-il donc cela ? Le grand jeu de poker menteur auquel jouent les grandes puissances dans cet affrontement permanent qui les caractérise aurait trouvé peut-être là un nouvel épisode comme l'affirme WikiLeaks, qui pense que tout ce linge sale déballé l'a été à des fins politiques.

GML FONDATION JOSEPH LAGESSE

INITIATION DES JEUNES À L'AGRICULTURE ET À L'APICULTURE

C'est l'initiative entreprise par la GML Fondation Joseph Lagesse à Chemin Rail avec le lancement officiel du Dombeya Agricultural Youth Club le 19 mars dernier, en présence des jeunes du quartier, de l'équipe de la GML FJL et de leurs formateurs. Elle souhaite initier les jeunes à l'agriculture et l'apiculture afin de leur donner de nouvelles opportunités

En mars, la GML Fondation Joseph Lagesse a procédé au lancement du Dombeya Agricultural Youth Club et du projet Happy Bees à Chemin Rail. Cela dans le cadre d'initier les jeunes du quartier à l'agriculture et à l'apiculture. Parmi les activités au programme pour la localité, la mise en place d'un potager communautaire ainsi que la gestion de sept ruches. Ces projets se dérouleront en collaboration avec la Food and Agricultural Research & Extension Institute (FAREI) et la société Laribee, qui offriront également des formations aux jeunes.

Le Dombeya Agricultural Youth Club et le projet apicole

Happy Bees ont été mis en place afin d'encourager les jeunes de Chemin Rail à se lancer dans l'entrepreneuriat, des initiatives qui ont d'ailleurs été très bien accueillies par ces derniers. Nicholas Florine, travailleur social à la GML Fondation Joseph Lagesse, explique : « Lors de sorties pédagogiques effectuées l'année dernière, nous avons notamment visité les ruches de l'ONG Chrysalide. Les enfants ont été très enthousiastes et nous avons voulu intégrer cette activité à notre programme de développement communautaire et environnemental, d'autant que la demande pour le miel est en plein essor. Outre nos encadreurs, nous avons également le soutien du service d'Entomologie

du ministère de l'Agro-industrie et de la société Laribee, productrice et exportatrice de miel. Un potager a aussi été créé en parallèle sur un lopin de terre de la localité. »

Des formations sont dispensées les jeudis après-midi par Alain Raffa, enseignant à la retraite et passionné d'agriculture et d'apiculture.

L'Agricultural Youth Club est composé d'une dizaine de jeunes, dont une présidente, un trésorier et un secrétaire. Ces derniers ont pour tâches quotidiennes la gestion et le suivi des sept ruches et de leurs occupantes. Durant les vacances scolaires, le potager communautaire sera également mis en place en commençant par le désherbage



manuel d'un lopin de terre afin de réduire l'impact environnemental des produits chimiques

sur le sol et les nappes phréatiques, la préparation du sol et la mise en terre des semences.

“UNE STRATÉGIE APPROPRIÉE CONCERNANT LES ENFANTS DE RUE”



Le ministère de l'Égalité du genre, du Développement de l'enfant et du bien-être de la famille, va bientôt démarrer une étude pour développer une stratégie appropriée pour adresser la question des enfants de rue. L'exercice d'appel d'offres pour cette étude lancée en janvier dernier aboutira bientôt, avec l'octroi du contrat au consultant choisi par le ministère.

« Les structures existantes dans mon ministère ne sont pas nécessairement appropriées pour les enfants qui sont en situation de rue à Maurice, » précise la ministre Aurore Perraud, « la situation n'est heureusement pas aussi alarmante que dans certains pays, mais nous voulons que la question soit traitée de manière scientifique, avec des mesures et des paramètres appropriés pour le contexte mauricien... »

« Dans le cadre de la restructuration du service de la protection de l'enfance, mon ministère s'est adjoint du service d'une conseillère technique pour mieux adresser, entre autres, les problèmes des enfants de rue. »

En cette Journée des enfants de la rue (12 avril 2016), le ministre a appelé à une meilleure collaboration entre les partenaires concernés par ce problème ; collaboration qui s'est déjà matérialisée sous forme de soutien aux ONGs à travers le Special Collaborative Programme destinés aux femmes et enfants en détresse.

HILTON MAURITIUS RESORT & SPA DÉCROCHE DEUX RÉCOMPENSES

Le Hilton Mauritius Resort & Spa est à l'honneur cette semaine : l'hôtel a remporté deux prix lors du World Travel Awards™ Africa & Indian Ocean Gala Ceremony 2016, qui s'est tenu le 9 avril 2016 au Diamonds La Gemma de l'Est, en Tanzanie. L'établissement hôtelier se distingue en décrochant les titres tant convoités de 'Mauritius Leading Conference Hotel 2016' et 'Mauritius Leading Resort 2016'.

Hilton Mauritius Resort & Spa a ainsi été désigné meilleur hôtel pour les conférences à Maurice. Cette distinction vient ainsi consolider le concept 'Meeting Simplified' récemment lancé par cet établissement. En quelques minutes, l'hôtel vous donne accès à un service 5 étoiles et un cadre magique pour vos réunions professionnelles.

LE DUO DE TRIMETYS GROUP EN FINALE D'UN TOUR DE CONSOLATION

Notre duo de beach tenniswomen parrainé par Trimetys

Group, Laetitia Tennant (228e mondiale) et Mary Jane Flore (396e mondiale), a regagné le pays avec une honorable performance à la 12e édition de Beach Tennis International Grade 1. Après avoir passé un premier tour, la paire mauricienne n'a pu venir à bout de ses adversaires, 30e mondiale. Elle s'est, toutefois, rattrapée pour parvenir à la finale d'un tour de consolation contre un duo franco-russe, score 4-9.

Cette compétition très attendue par les amateurs du beach tennis dans le monde entier s'est déroulée à la plage des Brisants à Saint-Gilles-Les-Bains. Homologuée à la Fédération International de Beach Tennis, elle a réuni quelque 500 participants.

CONCEPT NOVATEUR POUR LE CONCERT D'INNA

Social Buzz vient de l'avant avec un événement unique en son genre pour le concert d'Inna qui aura lieu au J & J Auditorium, le 23 avril. Au menu : un espace VIP qui comprend une 'dance floor' devant une scène qui promet d'être impressionnante. L'autre section sera assise alors que l'espace VVIP sera situé à la 'mezzanine' et comprend un cocktail qui durera tout le long du concert. Une première dans l'événementiel, réunissant la danse ainsi que la musique, ce concert aura une touche internationale dans son organisation. Les billets normaux (assis) se vendent à Rs. 900, les billets VIP à Rs. 1500 et les billets VVIP incluant le forfait cocktail sont à Rs. 2900. Il est aussi à noter que le forfait cocktail comprend des amuse-bouche ainsi que boissons en illimitée pour la durée entière de la soirée. Ce forfait est aussi accessible avec l'achat d'un ticket normal et VIP pour seulement Rs. 1500 additionnelles.

MIGRATION CIRCULAIRE MAURICE-ITALIE

Dernière étape avec un appui financier à onze entrepreneurs mauriciens

Onze bénéficiaires du projet intitulé 'Faciliter une gestion responsable et efficace de la migration circulaire vers l'Italie', financé par l'Union européenne, ont reçu des subventions individuelles d'un montant de 3 000 euros (environ 120 000 roupies) qui contribueront au financement de leurs projets dans les domaines clés tels que la pêche, le tourisme et l'agro-industrie

Le projet de migration circulaire Maurice-Italie entame sa dernière étape avec la signature de contrats de réintégration pour onze bénéficiaires. Lors de la signature de ces onze subventions mercredi, S.E Marjaana Sall, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice, a fait la déclaration suivante: "A travers ces subventions, nous encourageons le transfert de savoir-faire entre l'Italie et Maurice. Tous ces projets d'entrepreneurs mauriciens vont augmenter la valeur ajoutée dans l'économie mauricienne, et contribuer au cheminement de Maurice vers un pays à haut revenu dans le moyen terme, en capitalisant sur les nouvelles techniques apprises en Italie."

L'Union européenne finance



le projet 'Faciliter une gestion responsable et efficace de la migration circulaire vers l'Italie' à hauteur de 629.177 euros (environ 24 millions de roupies). Le projet est cofinancé par le Ministère du Travail et des Politiques Sociales de la République italienne. L'Organisation internationale pour les migrations (IOM), en collaboration avec le Ministère du Travail, des Relations Industrielles, de l'Emploi

et de la Formation de la République de Maurice, assure la mise en oeuvre de ce projet depuis décembre 2012.

Ce projet donne l'occasion aux Mauriciens opérant dans les secteurs de l'agroalimentaire, du tourisme et de la pêche d'avoir accès au savoir-faire italien et d'apprendre des nouvelles techniques qu'ils pourront utiliser dans leurs opérations.

Cinq établissements du groupe Constance Hotels and Resorts

LA LISTE des gagnants des World Travel Awards 2016 a été révélée, et le groupe Constance Hotels and Resorts a une nouvelle fois été plébiscité. En effet, cinq de ses établissements aux Maldives, aux Seychelles, à Madagascar et à Maurice ont été primés dans plusieurs catégories. Constance Le Prince Maurice a, une fois de plus, été récompensé pour la qualité exceptionnelle de ses services. Ainsi, l'établissement phare du groupe Constance Hotels and Resorts a été nommé Indian Ocean's Leading Luxury Hotel et Mauritius' Leading Luxury Resort.

Isolé à 80 km de la côte nord-ouest de Madagascar, Constance Tsarabanjina a été élu Indian Ocean's Leading Private Island



Resort. Aux Maldives, Constance Moofushi a été élu Indian Ocean's Leading Dive Resort. Constance Le Prince Maurice a reçu le prix de Mauritius' Leading Green Resort alors que le

Constance Ephélie Seychelles a été élu Indian Ocean's Green Leading Resort. Le Constance Lémuria, aux Seychelles, a, lui, été désigné Seychelles' Leading Hotel.

L'ÉDUCATION BRITANNIQUE À PORTÉE DE MAIN AVEC ABERYSTWYTH UNIVERSITY MAURITIUS

Accentuer le développement du « Knowledge Hub » mauricien et permettre aux étudiants de bénéficier de l'excellence britannique en termes d'enseignement supérieur. C'est là l'objectif à long terme de l'Université Aberystwyth, riche d'une expérience de 140 dans l'enseignement supérieur, et qui a officiellement inauguré son premier campus à Maurice le lundi 11 avril. Cette inauguration a été présidée par le Haut-Commissaire Britannique, Jonathan Drew, en présence de Rebecca Davies, Pro-Vice Chancelière, Aberystwyth University, ainsi que de Dr David Poyton, doyen de la branche mauricienne et d'autres dignitaires.

Dans son allocution, le Haut-Commissaire Britannique, Jonathan Drew, a fait ressortir que la branche mauricienne d'Aberystwyth offre une nouvelle perspective aux étudiants mauriciens et à ceux de la région.

Pour faire d'une pierre deux coups, la branche mauricienne de cette université a annoncé la mise sur pied d'une association qui réunira les anciens étudiants d'Aberystwyth University à Maurice. Celle-ci pourra ainsi faciliter les échanges avec l'Alumni Association d'Aberystwyth à travers le monde. C'est Yves Hein, lui-même, ancien étudiant d'Aberystwyth University, qui sera le président de la branche mauricienne de l'Alumni Association.

CFA SOCIETY MAURITIUS GOLF COMPETITION WAS A SUCCESS

The CFA Society Mauritius Golf Competition was held on Sunday 3rd April 2016 at Ile aux Cerfs Golf Club. The event was part of its outreach and brand awareness program. It was also a networking opportunity between investment professionals and business leaders. The CFASM members, corporate patron representatives as well as C-Suite guests were invited to participate in the Competition. There were 22 participants. The President of CFASM Mr. Nousher Sait, CFA highlighted: "CFASM has always endeavored to enhance member value by providing opportunities to learn soft skills, over and above the continuous upgrading of technical proficiency. I do definitely believe that members would not be worse off for having added golfing as a soft skill to their repertoire of channels/opportunities to interact with present and potential clients. To this end, CFASM had arranged for an initiation and practice session for our non-golfer members; and from the feedback we have had, it seems that it was a frank success."

IMMERSION DANS L'UNIVERS DU 'GONI'

Depuis son ouverture en 2002, le site de l'Aventure du Sucre a accueilli près d'1 million de visiteurs mauriciens et étrangers de tout âge. Ce centre d'interprétation de 5000m² se veut complet et couvre une multitude d'informations nécessaires aux chercheurs, historiens ou simples curieux, avides de culture générale.

Parallèlement à l'exposition permanente, l'Aventure du Sucre propose chaque année de découvrir des expositions temporaires avec des thèmes en rapport avec les contenus du musée comme l'esclavage, nourrir les hommes, l'énergie et le développement durable, la biodiversité.

Cette année, l'Aventure du Sucre propose une immersion dans l'univers du 'goni', sac en fibres naturelles d'aloès, qui fait partie de l'histoire de l'île Maurice. Ce sac servait en particulier à emballer les cristaux de canne à sucre mais aussi à bien d'autres choses comme la fabrication de savates !

LES MAURICIENS DISPENSÉS DE VISA POUR DES COURTS SÉJOURS EN RUSSIE ET EN INDONÉSIE

Les Mauriciens se rendant en Russie et en Indonésie pour des séjours de courte durée sont dorénavant exemptés de visas. « Ces développements sont extrêmement utiles pour développer des échanges économiques et raffermir nos liens diplomatiques et d'amitié avec la Russie et l'Indonésie » indique le ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo. L'accord signé le 23 décembre 2015 entre le gouvernement mauricien et celui de la Fédération de Russie est entré en vigueur le 10 avril 2016. L'accord prévoit l'exemption de visa pour une période maximale de 60 jours. L'exemption de visa en Indonésie est en vigueur depuis le 10 mars dernier, suivant un décret présidentiel de la République de l'Indonésie signé le 2 mars 2016. L'exemption s'applique aux séjours d'une durée maximale de 30 jours, et concerne les déplacements à des fins officielles, de business, de tourisme, de visite familiale et sociale et de transit.

RESILIENCE

Hotel development in Africa jumps 30% to 64,000 rooms

The number of planned hotel rooms in Africa has soared to 64,000 in 365 hotels, up almost 30% on the previous year, according to new figures from the annual W Hospitality Group Hotel Chain Development Pipeline Survey

Table 1: Hotel Chain Development Pipelines in Africa 2016
Regional Summary

	2012		2013		2014		2015		2016	
	Hotels	Rooms	Hotels	Rooms	Hotels	Rooms	Hotels	Rooms	Hotels	Rooms
North Africa	77	17,217	73	18,065	73	16,449	79	18,565	87	19,971
Sub-Saharan Africa	100	17,109	115	18,191	142	23,283	191	31,150	278	44,260
TOTAL	177	34,326	188	36,256	215	39,732	270	49,715	365	64,231

New figures from W Hospitality Group Hotel Chain Development pipeline Survey shows that hotel development in Africa surged by 30% to 64,000 rooms. The increase is largely down to strong growth in sub-Saharan Africa, which is up 42.1% on 2015 and is significantly outstripping North Africa which achieved only a modest 7.5% pipeline increase this year.

A major shake-up in the rankings by country saw Angola, never before listed among the top 10, push Egypt out of second place, due to a major deal there signed by AccorHotels.

The W Hospitality Group survey is published ahead of the African Hotel Investment Forum (AHIF), which is organised by Bench Events. The conference attracts all the major international hotel investors in Africa and is being held for the first time in Lomé on 21-22 June. A second AHIF will also take place in Kigali, Rwanda on 4-6 October.

Trevor Ward, W Hospitality Group managing director, said: "The evidence from our survey is clear - investors remain confident about the future of the hospitality industry on the continent.

Even when pummeled daily by low commodity prices, exchange rate problems, political challenges and poor infrastructure, Africa remains resilient."

The IMF forecast for economic growth in sub-Saharan Africa is for an increase of 4% this year and 4.7% in 2017, up from 3.5% in 2015. Overall this is down on the 5-6% increase enjoyed over the past decade, but it's still double or more the forecast for the world's advanced economies, such as Europe, the USA and Japan.

Matthew Weihs, managing director of Bench Events, said: "Africa is still on the up. For business, trade and capital investment, the continent remains an attractive proposition, leading to continuing demand for accommodation and other hospitality services."

Despite the promising 2016 survey findings, Trevor Ward cautioned on the number of hotel deals that have been signed but have so far not opened, for a variety of reasons but primarily a lack of finance. "Between 2006 and 2013, 104 deals with 21,377 rooms, over 30% of the total, were signed and should now be open, or at least well under construction".

Imani Launches First Full-Scale Africa Lawyers on Demand Service

THE FUTURE of law is here. Imani, Africa's first full-scale lawyers on demand service, has launched operations, based out of Johannesburg. Imani will offer tailored legal solutions across the African continent and across economic sectors on a demand basis, tapping into a large pool of skilled and qualified lawyers with experience at big firms. Imani is the first of its kind for Africa in that it com-

bines the flexibility of an in-house resource with the guaranteed support and quality of a major law firm.

African legal clients are demanding a practice model that is cost-effective and transparent. With a cost model that is scaled to the client's needs and a service model that is tailored to the job, Imani can extend support for any scenario, whether it's providing experienced contract

lawyers, reviewing documents for litigation or due diligence, offering specialized in-country representation or outsourced general counsel.

"The vision of Imani is to transform the African legal landscape the same way that firms like Lawyers on Demand and Axiom pioneered the model in Europe and North America," said Tiyani Majoko, Executive Director of Imani (photo).

INTERACTIVE INTELLIGENCE LAUNCHES CUSTOMER ENGAGEMENT CLOUD SERVICE

Interactive Intelligence Group Inc., a global leader of cloud services for customer engagement, communications and collaboration, has launched a new customer engagement cloud service for businesses throughout South Africa. The unique PureCloud EngageSM architecture, along with its advanced functionality, fast deployment, and simple month to month subscription terms offer contact centres accelerated business impact, more consistent outcomes, and the most innovative customer and agent experience. "While cloud solutions have matured quickly, many organisations are still concerned about security," said World Wide Worx Managing Director Arthur Goldstuck. PureCloud EngageSM was built from the inside out with the most stringent security requirements in mind. It also addresses contact centre pain points such as high costs, lack of scalability, and difficulty managing geographically dispersed remote sites according to Interactive Intelligence Managing Director, Africa Region Andre le Roux.



INTERACTIVE INTELLIGENCE
DELIBERATE INNOVATION

MODERN HEALTH SYSTEM ACCESSIBLE TO ALL IN GABON

The Ministry of Health of the Republic of Gabon officially launched its Technical Support Programme for the National Health Development Plan - NHDP - in Gabon, for which the American non-profit organisation, Management Science for Health (MSH), will provide technical support. Held in the presence of the First Deputy Prime Minister Paul Biyoghe Mba, in charge of Health, Social Security and National Solidarity, this launch saw a gathering of the different project development partners, including the WHO, the World Bank, the UNFPA, the AFD and UNICEF. This programme aims to implement the objectives enshrined in the National Health Development Programme, which, as envisaged by the President of the Republic, Ali Bongo Ondimba, consists in developing a modern and more accessible health system, particularly for vulnerable peoples.

"Gabon must ensure equal access to healthcare services for all. This is why the Ministry is launching this plan, which aims to bring about an improvement in the range of healthcare services in Gabon, and to roll out state-of-the-art equipment throughout the country. This is in accordance with the equal opportunity programme launched by the Head of State," the Deputy Prime Minister stated.

For the 1st year, MSH will assist government action in four priority areas: improvements to the range of healthcare services, to health management, to results-based financing systems and to the availability of essential medical products.

